

Dossier

TSUNAMI

Le 26 décembre 2004, d'énormes vagues ont atteint les côtes de l'Asie du Sud-Est, tué plus de 250 000 personnes et causé d'immenses dégâts.

Les médias ont diffusé des images effrayantes de la mort et de la destruction, de sorte que la catastrophe a déclenché dans le public une propension aux dons tout à fait exceptionnelle.

La prévention des risques

Par Thomas Loster

Lorsqu'une catastrophe naturelle est annoncée, comment faire pour alerter les personnes résidant au « dernier kilomètre » ? - La clé du problème : amener les populations à prendre conscience des risques.

La série noire des catastrophes naturelles semble ne jamais vouloir s'arrêter. En fait, elle ne prendra jamais fin. La seule issue serait la prévention. Or, pour être efficace, celle-ci doit s'accompagner d'investissements en faveur d'une plus grande prise de conscience des risques.

Les catastrophes naturelles s'enchaînent inexorablement. Chaque année, les dégâts à la charge des secteurs public-privé atteignent des niveaux record, mais le bilan est pire encore quand on regarde le nombre de victimes. C'est en 2005 que la facture des catastrophes naturelles a été la plus lourde de tous les temps : plus de 200 milliards de dollars US (en novembre) pour les économies nationales, 70 milliards US\$ (selon les estimations les plus optimistes) pour les compagnies d'assurances. Le triste record de 2004 (145 milliards/45 milliards US\$) est largement battu. Le séisme du 8 octobre 2005 qui a ravagé le Cachemire (Pakistan, Inde) a fait plus de 80 000 morts. 2004 restera dans toutes les mémoires comme une année noire : plus de 200 000 personnes ont péri lors du tsunami dévastateur dans l'Océan indien.

Il faut rester vigilant

Faisons une rétrospective des événements : une tendance alarmante étant apparue dès les années 1980, les Nations unies avaient déclaré les années 1990 « Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes naturelles » (IDNDR). De nombreuses initiatives lancées par la suite à l'échelle nationale et internationale [comme la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ISDR à Genève)] œuvrent encore à ce jour pour optimiser la prévention des catastrophes naturelles. Même si des effets positifs se ressentent pour les victimes de catastrophes dans certains pays, il n'y a aucune raison de lever l'alerte. Des cyclones et des raz-de-marée avaient sinistré le Bangladesh en 1970 (300 000 morts) et en 1991 (140 000 morts). Depuis, un programme de protection a permis de réduire sensiblement le nombre des victimes. Les personnes en danger peuvent se réfugier dans des abris (cyclone flood shelters) car elles sont averties à temps.

Pourtant, de nombreux pays déplorent année après année d'innombrables victimes des catastrophes naturelles. Le tremblement de terre de Bam en Iran (2003) a fait 26 000 victimes, le tsunami en Asie et le tremblement de terre au Pakistan ont posé de tristes jalons et plusieurs facteurs semblent indiquer dès aujourd'hui que les catastrophes planétaires vont prendre encore plus d'ampleur. Elles sont favori-

Dossier TSUNAMI

Le 26 décembre 2004, d'énormes vagues ont atteint les côtes de l'Asie du Sud-Est, tué plus de 250 000 personnes et causé d'immenses dégâts.

Les médias ont diffusé des images effrayantes de la mort et de la destruction, de sorte que la catastrophe a déclenché dans le public une propension aux dons tout à fait exceptionnelle.

sées par la progression démographique, la concentration de la population et de la richesse du fait de l'urbanisation, le peuplement et l'industrialisation de régions exposées comme les côtes et les zones inondables, la plus grande vulnérabilité des sociétés et technologies modernes et – ce qui accroît particulièrement le risque de catastrophes – l'impact sur l'environnement et le changement climatique.

Des systèmes d'alerte précoce pour prévenir les populations résidant au « dernier kilomètre »

En janvier 2005, la 2e Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles (WCDR) – la première avait eu lieu en 1995 – s'est tenue à Kobe au Japon. Plus de 3 000 délégués de 120 pays ont discuté des moyens d'améliorer à l'échelle planétaire la prévention de ces catastrophes. La conférence a été marquée par la tragédie du tsunami sur le pourtour de l'Océan indien. Elle n'a donc pas pu répondre à toutes les questions cruciales : les initiatives prises actuellement au niveau international sont-elles suffisantes pour prévenir les catastrophes ? Le désir de se protéger et de mettre en place des systèmes de sécurité dans les pays en développement est-il marqué et durable à tous les niveaux ? Les efforts et les projets ou programmes en cours sont-ils adaptés aux différents pays, notamment aux pays en développement souvent frappés par ces catastrophes ?

A Kobe et après Kobe, les débats portant sur l'amélioration du système d'alerte précoce ont popularisé une expression intéressante, à savoir « the last mile » (ou le dernier plan). Les experts s'interrogent dans de nombreux rapports et lors de discussions sur les moyens de toucher plus facilement les personnes menacées à l'aide d'un système d'alerte plus performant – que ce soit par satellite, par des bouées de mesures de vent ou de houle, par des circuits d'alarme, etc. Il est désormais possible de développer un système qui déclenche l'alerte plusieurs minutes avant la survenue d'un tsunami. Il faut seulement veiller à ce que les personnes concernées, qu'il s'agisse des pêcheurs au Sri Lanka ou des touristes en Thaïlande, reçoivent bien le message.

Les systèmes d'alerte efficaces sont d'une importance indéniable. Mais le débat est faussé. La prévention des catastrophes ne doit-elle pas commencer par les personnes en situation de risque et par la prise en compte de leurs besoins immédiats ? Les décideurs des pays donateurs comprennent-ils suffisamment ce dont ont vraiment besoin un vannier au Vietnam ou un pêcheur côtier en Indonésie ? Le concept de la prévention ne devrait-il pas s'orienter vers les besoins des personnes qui diffèrent énormément d'une région à l'autre et à partir de là, développer un système de protection adéquat ? Un système qui tienne compte du fait que des personnes issues de milieux culturels différents, aux aspirations et aux niveaux de connaissance divergents ne réagissent pas de la même manière face aux dangers de la nature. Si nous plaçons au « dernier plan » les personnes menacées, à l'avenir, les images de dévastation et les tragédies risquent fort d'être « au premier plan ».

Dossier

TSUNAMI

Le 26 décembre 2004, d'énormes vagues ont atteint les côtes de l'Asie du Sud-Est, tué plus de 250 000 personnes et causé d'immenses dégâts.

Les médias ont diffusé des images effrayantes de la mort et de la destruction, de sorte que la catastrophe a déclenché dans le public une propension aux dons tout à fait exceptionnelle.

L'instinct de survie

Les Etats-Unis disposent de systèmes d'alerte efficaces. Aujourd'hui déjà, il est possible d'observer un ouragan en direct à la télévision. Les journalistes nous informent en temps réel de la puissance, la direction, l'extension de la tempête, ainsi que de la région et des personnes qui, selon toute vraisemblance, seront touchées. L'ouragan Katrina qui, en août 2005, a coûté la vie à 1 280 habitants de la Nouvelle-Orléans, donc dans un des pays les plus riches du monde, a montré que même le système d'alerte le meilleur et le plus sophistiqué s'avère inutile si les messages d'alerte ne touchent pas les personnes vivant dans les zones à risque ou si ces personnes n'ont pas conscience qu'elles doivent se prémunir contre les risques en adoptant le comportement qui s'impose. A la Nouvelle-Orléans, l'ordre d'évacuation n'a pas été suivi en raison de la conjonction de plusieurs facteurs – la pauvreté des populations étant presque toujours en cause. A long terme, il ne sera possible de réduire les conséquences fatales des tremblements de terre, des typhons et des raz-de-marée que si les personnes menacées sont informées, savent ce qu'il faut faire et comment se protéger. Il ne s'agit donc pas en l'occurrence du « dernier » ou du « premier » kilomètre, mais du dernier micromètre, de ce bouton dans la tête qui déclenche des réactions adéquates chez chaque individu. La clé du problème, c'est la prise de conscience du risque. Si les habitants du pourtour de l'Océan indien avaient eu connaissance des dommages que provoquent les tsunamis, des milliers de vie auraient pu être sauvées.

Ce qu'il faut faire

En novembre 2005, 100 personnes de 30 pays, en l'occurrence des représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, des experts financiers et des hommes de terrain, ont participé à Hohenkammer près de Munich à un symposium international organisé par la fondation de la société de réassurance Münchener Rück. Des experts de la Croix Rouge Internationale, d'organisations nationales d'aide au développement comme la GTZ, des Nations unies et de la Banque mondiale ainsi que des experts d'assurances ont débattu sur le thème de la « Prévention internationale des catastrophes naturelles – La prise de conscience du risque est la clé du problème ». Ils se sont penchés sur l'urgence d'une optimisation de la prévention des catastrophes, soulignant l'importance de partenariats entre les milieux politiques, économiques et les victimes afin de résoudre les grandes questions de prévention des risques majeurs. Au terme des discussions, les spécialistes ont adopté la « Charte de Hohenkammer » qui formule dix grands objectifs pour prévenir les catastrophes. Ce document est une étape importante pour mieux fédérer les efforts déployés à l'échelle mondiale. Ainsi, à l'occasion du premier anniversaire du tsunami de 2004, des chantiers viennent d'être lancés.

Thomas Loster est Président de la Fondation du réassureur Münchener Rück

Dossier

TSUNAMI

Le 26 décembre 2004, d'énormes vagues ont atteint les côtes de l'Asie du Sud-Est, tué plus de 250 000 personnes et causé d'immenses dégâts.

Les médias ont diffusé des images effrayantes de la mort et de la destruction, de sorte que la catastrophe a déclenché dans le public une propension aux dons tout à fait exceptionnelle.

Charte de Hohenkammer

Les 10 objectifs majeurs pour une meilleure prévention des risques

1. Pauvreté

Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont particulièrement vulnérables. C'est pourquoi la lutte contre la pauvreté est primordiale.

2. Personnes

Les efforts visant une meilleure prévention des catastrophes doivent cibler les personnes résidant dans les zones à risque.

3. Décideurs

L'engagement des décideurs à tous les niveaux – des communes jusqu'aux gouvernements – est capital pour l'application rapide de mesures de précaution efficaces.

4. Dialogue

Il faut faire progresser l'échange de vues entre les différents acteurs et personnes impliqués pour qu'ils aient tous la même perception des problèmes et des solutions.

5. Partenariats

Les milieux politiques, économiques, scientifiques et les populations concernées doivent collaborer davantage et plus étroitement. Il faut activer les partenariats entre les secteurs public-privé.

6. Politique de développement

La prévention des risques doit être présentée comme une composante essentielle de la coopération internationale et des programmes nationaux et elle doit être appliquée dans ce cadre.

7. Diffusion

Il faut faire adopter et diffuser à l'échelle planétaire les nombreuses approches prometteuses en termes de prévention des risques qui existent déjà à l'échelon communal.

8. Incitations

Des incitations politiques, juridiques et économiques doivent favoriser les investissements dans le domaine de la prévention de catastrophes et en accélérer les processus.

9. Assurances

Le transfert des risques aux assurances et aux communautés solidaires permet d'atténuer la vulnérabilité des gouvernements et des personnes exposées.

10. Prise de conscience

Pour pouvoir prendre les mesures qui s'imposent, il est essentiel d'amener les populations à prendre conscience des risques que présente une catastrophe naturelle.